Rebecca Ruiz (Conseillère nationale, PS/VD)

Interpellation

Des frais bancaires transparents et accessibles aux petits revenus

Les établissements bancaires de notre pays ont des politiques très disparates (et peu transparentes) en matière de frais de gestion, de traitement ou encore de paiement. Alors que les banques profitent de l'obligation faite aux salariés de détenir un compte bancaire ou postal pour recevoir leur salaire, souvent les clients ne s'aperçoivent des frais perçus par les banques qu'en fin d'année, au moment du relevé annuel. Les citoyens ne peuvent ainsi pas disposer gratuitement de l'argent qu'ils ont gagné. Pire, les barèmes des frais pénalisent bien souvent davantage ceux qui ont des faibles revenus par des tarifs plus élevés. Par ailleurs, l'introduction d'une taxe pour chaque paiement en liquide au guichet rend encore davantage nécessaire le fait d'avoir un compte bancaire.

- 1) Le Conseil fédéral possède-t-il une vue d'ensemble quant aux frais bancaires pratiqués en Suisse?
- 2) Le Conseil fédéral estime-t-il ces frais proportionnés? Quelle est la base légale qui permet de les encadrer?
- 3) Le Conseil fédéral a-t-il les moyens de s'assurer qu'il n'existe pas d'entente cartellaire dans le secteur bancaire pour éviter l'existence ou l'apparition de comptes bancaires exemptés de frais?
- 4) Le Conseil fédéral ne considère-t-il pas qu'il y aurait lieu de s'assurer que les frais pour un compte courant soient déterminés selon le principe de la stricte couverture des coûts?
- 5) Pour les mêmes motifs, le Conseil fédéral ne considère-t-il pas que le compte courant est une prestation de première nécessité et que par conséquent la législation devrait permettre à chaque citoyen de posséder un compte courant gratuit, à l'instar de la décision prise en avril 2014 par le Parlement européen pour les Etats-membres de l'Union européenne?
- 6) Cas échéant, que pense le Conseil fédéral de l'obligation faite aux banques de proposer des services bancaires à prix réduits aux clients en difficulté financière telle que la pratiquent des pays comme la France?
- 7) Le Conseil fédéral serait-il favorable à la création d'un site indépendant pour comparer les taux d'intérêt et les frais imposés par les banques pour permettre aux citoyens de comparer en toute transparence et de manière simple les tarifs proposés et pour suivre leur évolution, à l'instar de ce que le Parlement européen a décidé en avril 2014?

Rebecca Ruiz, 15 février 2015